

Les acteurs du secteur de la pêche et de l'aquaculture des régions ultrapériphériques françaises souhaitent formuler leurs vives inquiétudes concernant la nouvelle communication de la Commission européenne relative aux aides au renouvellement des flottes de pêche dans les régions ultrapériphériques, et de façon plus générale concernant le démantèlement de dispositifs essentiels au bon déroulement des activités économiques et de l'autonomie alimentaire dans ces régions.

En effet, depuis la déclaration du Président Jean-Claude Juncker en faveur des aides au renouvellement de la flotte des RUP lors de sa visite en Guyane en octobre 2017, et la publication des Lignes directrices autorisant ce type d'aide en novembre 2018, aucune aide n'a pu être versée aux pêcheries des RUP françaises, espagnole et portugaises.

Cela fait donc trois ans et demi que les pêcheurs attendent de pouvoir renouveler leurs flottes, mais que tout est mis en œuvre pour qu'ils ne puissent pas le faire et pour que les mesures prévues soient rendues inopérables.

En effet, la proposition de nouvelles lignes directrices de la Commission rend *de facto* impossible la mise en œuvre des aides d'Etat, notamment du fait de contraintes de délai d'instruction incompatible avec les étapes permettant l'achat ou la rénovation d'un bateau (demande d'aide, approbation, commande, construction, livraison et paiement).

De fait, la Commission européenne doit attendre l'analyse du comité scientifique pris sur la base des éléments transmis dans le rapport annuel de la France (transmis avant fin mai de l'année N), avant de valider ou refuser l'aide d'Etat. La position de la Commission ne peut donc être connue qu'à partir du mois d'avril N+1, ce qui autoriserait un engagement d'aide d'Etat jusqu'au 31 mai (soit environ 2 mois), ce qui n'est pas réaliste. En effet, les étapes techniques et administratives de construction d'un navire, entre la déclaration de mise en chantier et sa mise en exploitation avec l'obtention de son permis de navigation, nécessitent en moyenne 18 mois.

De surcroît, la Commission propose dans son projet de lignes directrices qu'elle puisse s'opposer à tout moment à l'aide d'Etat. En plus des contraintes de délai impossible, la sécurité juridique du dispositif n'est donc pas assurée.

Or, le non-renouvellement des flottes des RUP a des conséquences graves du point de vue économique, écologique et humain.

Le Parlement européen a mené plusieurs missions dans les RUP qui ont abouti à l'adoption d'un rapport d'initiative reconnaissant le degré de vétusté et de dangerosité de ces flottes, qui justifie les aides en faveur de leur renouvellement, notamment pour les conformer à la réglementation européenne.

Lors de son déplacement en Guyane française dans le cadre de la Conférence des Présidents des RUP, le Président Juncker a pu constater par lui-même l'état des flottes, ce qui l'a conduit à modifier l'approche de la Commission vis-à-vis des pêcheries des RUP.

Les pêcheurs des RUP sont aujourd'hui contraints d'abandonner la pêche des ressources pélagiques disponibles et de se concentrer de plus en plus sur la ressource côtière, qui sera menacée à très court terme si rien n'est fait.

De plus, et pour accroître encore un peu plus la situation d'impasse dans laquelle se trouvent déjà les pêcheurs des RUP, le FEAMPA interdit à partir de 2024 le financement des Dispositifs de Concentration

de Poissons ancrés (DCP ancrés), un dispositif qui est autorisé dans nos régions depuis 2013 et qui ne met aucunement en danger la ressource, bien au contraire.

En effet, le non-report de ce dispositif dans le FEAMPA impactera directement les techniques de pêche ancestrales utilisées par les flottes artisanales de nos régions ultrapériphériques, l'utilité des DCP ancrés comme outil de gestion durable pour la pêche en Outre-mer ayant pourtant été soulignée par l'IFREMER dans son rapport annuel de 2013. Sur cette base, la France avait demandé et obtenu une dérogation dans le cadre de l'ancien FEAMP 2014-2020 pour financer les DCP ancrés.

Or, en 2019, les négociations en trilogue du nouveau FEAMPA ont abouti au retrait de l'amendement porté par le député européen et rapporteur du texte Gabriel Mato qui sollicitait la reconduction de cette dérogation, la Commission européenne interprétant le droit européen selon lequel un financement non spécifiquement interdit est autorisé par défaut.

Face à cette analyse juridique qui s'est avérée après coup être erronée, et à l'impossibilité de revenir sur le FEAMPA adopté, le ministre Clément Beaune s'est engagé, dans un courrier écrit en date du 3 janvier 2022 (ci-joint), à porter la demande française d'une réintroduction de la dérogation spécifique aux RUP dans les futures lignes directrices pour la pêche de la Commission européenne. Cet engagement s'aligne sur la position commune aux 3 États membres et aux 9 RUP (ci-joint), pilotée par le ministre Sébastien Lecornu, et qui appelle la Commission à « *soutenir la pêche traditionnelle, sélective et durable, par le déploiement de techniques et dispositifs adaptés aux spécificités des territoires, en autorisant de nouveau le recours aux aides d'État pour le financement, dans certaines RUP, de dispositifs de concentration de poissons (DCP) ancrés* ».

C'est la raison pour laquelle nous sollicitons que la Commission réintroduise cette dérogation dans le cadre des lignes directrices.

Ces demandes de prise en compte sont particulièrement justifiées dans le contexte global de la pêche artisanale dans les RUP qui doit faire face à d'autres facteurs aggravants :

- 1. L'absence d'une reconduction des accords de pêche, notamment avec Madagascar et Maurice, qui sont au point mort depuis plusieurs années, ce qui met les pêcheries de La Réunion dans une situation d'impasse et de forte pénalisation.**

En effet, plus de la moitié du poisson débarqué à La Réunion est habituellement pêché dans les eaux malgaches.

Les campagnes de pêche ne pouvant se réaliser faute d'un nouvel accord, une partie des pêcheurs se sont repliés sur la zone de pêche de Maurice, qui est moins poissonneuse et dont la saisonnalité n'est pas la même. Une autre partie s'est rapprochée des côtes de La Réunion, provoquant des tensions avec les pêcheurs artisans et côtiers.

L'impasse des négociations heurte de plein fouet les pêcheurs de La Réunion : les grandes pêcheries européennes peuvent en effet temporairement redéployer leurs flottes sur d'autres zones géographiques, tandis que la pêche hauturière artisanale de La Réunion a un rayon d'action qui rend impossible ce redéploiement.

Dans ces conditions, les pêcheurs réunionnais sont les seuls pour qui la situation d'impasse des négociations entre l'Union européenne et Madagascar est littéralement critique.

- 2. L'absence d'une mise en œuvre des sanctions pour les pays pratiquant la pêche INN dans les eaux des RUP, notamment celles de la Guyane.**

La pêche INN est un fléau particulièrement grave dans les RUP, et notamment dans les eaux de la Guyane, où ces faits sont avérés et documentés par des pêcheurs brésiliens et surinamais notamment.

Demands portées par les acteurs du secteur de la pêche et de l'aquaculture des régions ultrapériphériques françaises :

- 1. S'agissant des aides au renouvellement des flottes : étendre la période de consultation jusqu'au 31 mai n+2. Il est essentiel que la Commission européenne trouve désormais une solution opérationnelle afin d'assurer rapidement le versement d'aides d'Etat en faveur du renouvellement des flottes.**
- 2. S'agissant des DCP ancrés : autoriser le financement des DCP ancrés dans le cadre des futures Lignes directrices, après 2023, au regard de leur appui écologique à la préservation des ressources côtières.**